



HAL
open science

L'impact de l'indépendance sur le développement des petites économies insulaires et côtières : une approche par la méthode des doubles différences

Aurélien Saïdi, Alexandra Schaffar, Francisco Serranito

► To cite this version:

Aurélien Saïdi, Alexandra Schaffar, Francisco Serranito. L'impact de l'indépendance sur le développement des petites économies insulaires et côtières : une approche par la méthode des doubles différences. 2025. <hal-04947436>

HAL Id: hal-04947436

<https://hal.science/hal-04947436v1>

Preprint submitted on 14 Feb 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

L'impact de l'indépendance sur le développement des petites économies insulaires et côtières : une approche par la méthode des doubles différences

Aurélien Saïdi

Alexandra Schaffar

Francisco Serranito

2025-11 Document de Travail/ Working Paper



Economix - UMR 7235 Bâtiment Maurice Allais
Université Paris Nanterre 200, Avenue de la République
92001 Nanterre Cedex

Site Web : economix.fr
Contact : secreteriat@economix.fr
Twitter : @EconomixU



L'impact de l'indépendance sur le développement des petites économies insulaires et côtières : une approche par la méthode des doubles différences

The Economic Impact of Independence on Small Island and Coastal Economies: Evidence from a Difference-in-Differences Approach

Aurélien SAIDI

Economix UMR CNRS 7235, Université Paris Nanterre

aurelien.saidi@parisnanterre.fr

<https://orcid.org/0009-0005-5915-0745>

Auteur correspondant (l'auteur correspondant peut ne pas être l'auteur 1)

Alexandra SCHAFFAR

LEAD Université de Toulon

alexandra.schaffar@univ-tln.fr

<https://orcid.org/0000-0002-2746-0299>

Francisco SERRANITO

Economix UMR CNRS 7235, Université Paris Nanterre

francisco.serranito@parisnanterre.fr

<https://orcid.org/0000-0002-9266-3260>

Mots-clés : Développement économique, Différences de différences, Indépendance, Petites économies insulaires, Traitement hétérogène

Keywords : Economic Development, Diff-in-diff, Heterogeneous treatment, Political dependence, Small Islands Developing States (SIDS)

Classification JEL : C33, F43, 011

Résumé

Cette étude examine l'impact de l'indépendance politique sur le développement économique des petites îles et territoires côtiers en utilisant la méthode des différences en différences avec traitement hétérogène. Contrairement au consensus dominant qui associe l'indépendance à des performances économiques inférieures, nos résultats révèlent une dynamique plus complexe. Si l'accession à l'indépendance provoque une contraction initiale du PIB par habitant (-5% l'année de l'indépendance, -8% l'année suivante), cet effet négatif se dissipe après trois ans. L'analyse par cohorte met en évidence une forte hétérogénéité des trajectoires post-indépendance, certains territoires connaissant un essor remarquable (Singapour, Seychelles) tandis que d'autres enregistrent un déclin significatif. Ces résultats suggèrent que l'impact de l'indépendance dépend fondamentalement de facteurs idiosyncratiques qui déterminent la capacité d'un territoire à transformer son autonomie politique en opportunité de développement.

Abstract

This study examines the causal relationship between political independence and economic development in small islands and coastal territories using a difference-in-differences methodology with heterogeneous treatment effects. Contrary to the prevailing consensus in the literature that associates independence with inferior economic performance, our results reveal a more nuanced dynamics. While the transition to independence initially triggers a significant contraction in GDP per capita (-5% in the year of independence, followed by an additional -8% the subsequent year), this adverse effect dissipates within three years. Our cohort-specific analysis unveils substantial heterogeneity in post-independence trajectories. Some territories, such as Singapore and Seychelles, experienced remarkable growth following independence, while others faced significant economic decline. This heterogeneity challenges both traditional models of island development: it refutes the assumption that political dependence is necessary for economic success, while also questioning the view that pre-existing economic divergences solely determine political status choices. Implementation of a robust difference-in-differences framework with heterogeneous treatment timing, following recent methodological advances, ensures our findings' validity under various identification assumptions. Overall, our results suggest that independence's impact fundamentally depends on idiosyncratic factors that determine a territory's capacity to transform political autonomy into economic development opportunities.

Points clés

- En mobilisant la méthode des doubles différences (*diff-in-diff*) avec traitement hétérogène, nous analysons l'impact causal de l'indépendance politique sur le développement économique à long terme d'un échantillon de petites îles et territoires côtiers.
- En moyenne, l'accession à l'indépendance provoque un choc récessif temporaire mais significatif de -5% du PIB par habitant l'année de l'indépendance, suivi d'une baisse additionnelle de 8% l'année suivante.
- Au-delà de trois ans, aucun effet significatif de l'indépendance sur la trajectoire de développement n'est détecté au niveau agrégé.
- L'analyse par cohorte révèle cependant une forte hétérogénéité : certains territoires connaissent un essor remarquable après l'indépendance (Singapour, Seychelles) tandis que d'autres enregistrent une croissance inférieure à celles des territoires affiliés (Malte, Bahamas).

Introduction

La question du développement économique à long terme des petites économies insulaires a fait l'objet d'une littérature abondante. Un constat empirique majeur semble avoir émergé de ces études, qui concluent systématiquement à des revenus par habitant inférieurs au sein des îles souveraines. Cette meilleure performance économique des îles politiquement affiliées s'expliquerait, selon de nombreux chercheurs, par leur statut politique particulier. En effet, ces territoires n'ont pas eu à supporter le fardeau d'un appareil étatique coûteux inhérent à la souveraineté, tout en bénéficiant de barrières réduites avec leur métropole de rattachement, tant sur le plan migratoire que commercial. Ces conclusions s'appuient sur des analyses en coupe transversale et des régressions de panel, qui ont mis en évidence une association négative significative entre l'indépendance et le niveau de revenu pour les périodes postérieures à 1980. C'est sur cette base qu'un consensus semble s'être établi, considérant que « les territoires dépendants [...] représentent désormais un nouveau modèle de réussite du développement insulaire » (traduit de McElroy et Sanborn, 2005, p. 11).

Néanmoins, l'établissement d'une relation causale à partir de données en coupe transversale présente des risques méthodologiques significatifs. Une étude menée par Sampson (2005), s'intéressant aux taux de croissance plutôt qu'aux niveaux de revenus, n'a révélé aucune corrélation avec le statut politique. Cette observation soulève une question fondamentale : quand et comment s'est véritablement formé l'écart de revenus observé ces dernières décennies ? Dans ce débat, Bertram (2015) remet fortement en question la causalité communément admise dans la littérature, qui attribue le faible niveau de développement des territoires insulaires à leur indépendance économique. Il propose de réexaminer la relation entre performance économique et statut politique (indépendance souveraine ou affiliation à un État métropolitain) au cours de la période de décolonisation (1945-1982). Son analyse oppose deux modèles explicatifs : le modèle conventionnel (modèle 1), qui considère le statut politique comme la cause des différences de performance économique post-décolonisation, et un modèle alternatif (modèle 2), selon lequel les divergences économiques auraient précédé la phase de décolonisation, le statut politique n'étant alors que le reflet¹ de ces disparités préexistantes.

Pour tester la validité de ces modèles, le recours à l'analyse des séries temporelles du PIB se révèle malheureusement impossible, les données étant inexistantes pour la plupart des territoires avant les années 1960, voire 1970, et la période de décolonisation. Cette lacune, commune à l'ensemble de la littérature, explique la prédominance des études en coupe transversale ou des analyses longitudinales limitées aux seules décennies récentes. Face à cette contrainte, deux approches alternatives ont émergé. Bertram (2015) s'est tourné vers des indicateurs connexes du développement économique disponibles avant les années 1960, comme la mortalité infantile et l'espérance de vie, documentées par les Nations unies depuis 1950, ou encore des données du commerce international remontant à 1900. Une seconde voie, explorée par Hoarau et Lucic (2023), consiste à utiliser une variable proxy du PIB disponible sur très longue période : les importations, que Lucic (2024b) parvient à reconstituer depuis 1900 pour de nombreux territoires, à partir de différentes sources.

Ces deux approches – qui aboutissent à des conclusions antagonistes – demeurent cependant largement conjecturales. L'analyse de Bertram, essentiellement graphique, manque d'une

¹ Betermier (2004, p. 64) suggère, par exemple, que les puissances métropolitaines auraient conservé sous leur tutelle les territoires offrant les meilleures perspectives stratégiques et économiques, privilégiant délibérément ceux susceptibles de générer les retours sur investissement les plus élevés.

quantification rigoureuse. Quant à l'étude de Hoarau et Lucic, elle repose entièrement sur l'hypothèse d'une analogie entre la corrélation (imparfaite) PIB-importations observée post-1970 et celle qui aurait prévalu avant cette date. Face à ces limites, nous proposons d'aborder la question de la causalité entre statut politique et performances économiques sous un angle nouveau, en exploitant les données actuellement disponibles sans recourir à des variables de substitution pour étendre la temporalité du panel. Notre approche mobilise la méthodologie des « différences de différences » (*difference in differences* ou DiD) pour discriminer entre les deux modèles hypothétiques de Bertram. Cette méthode présente l'avantage de ne pas exiger des séries temporelles complètes pour chaque territoire, mais uniquement un nombre suffisant d'observations avant leur accession à l'indépendance. Elle permet ainsi, en tenant compte des spécificités propres à chaque territoire insulaire « traité », d'analyser les effets à court et long terme de l'indépendance sur leurs performances économiques, en comparant leurs trajectoires à celles des îles restées sous tutelle métropolitaine.

Nos résultats remettent en question le consensus dominant dans la littérature, notamment les conclusions de Hoarau et Lucic (2023), selon lequel l'accession à l'indépendance aurait un impact globalement négatif sur les performances économiques des territoires insulaires. Nous rejetons ainsi le scénario décrit dans le modèle 1 de Bertram, qui fait de la dépendance politique une condition nécessaire au succès économique de ces territoires. Pour autant, nos conclusions ne permettent pas non plus de valider le modèle 2 qu'il propose. Si nous ne détectons, en moyenne, aucun effet significatif du traitement sur l'échantillon étudié au-delà de trois ans, ce résultat masque en réalité une forte hétérogénéité : l'indépendance a eu des effets positifs pour certains territoires, mais sensiblement négatifs pour d'autres. Il apparaît donc impossible de trancher définitivement cette controverse sans examiner les facteurs conjoncturels et structurels qui expliquent ces trajectoires contrastées.

L'article s'organise de la manière suivante. La section 2 dresse un état de la littérature sur le développement des territoires insulaires, en mettant l'accent sur les enjeux liés à l'accession à l'indépendance (ou à l'affiliation politique). La section 3 présente notre méthodologie empirique, fondée sur les techniques de différences des différences. La section 4 expose en détail les résultats empiriques obtenus grâce à cette approche. La section 5 conclut l'étude.

-2-

Revue de la littérature

Depuis les travaux fondateurs de Kuznets (1960) et leurs prolongements par Seers (1964) et Demas (1965), les économistes admettent l'existence de contraintes propres au développement des petites économies insulaires (Dimou et Schaffar, 2014). Ces contraintes s'articulent autour de trois facteurs majeurs. La petite taille de ces économies constitue le premier facteur, limitant tant les économies d'échelle que les possibilités de diversification. Le deuxième facteur relève de l'isolement géographique qui, en imposant des ruptures de charges dans le transport des marchandises, crée une forte dépendance au secteur des transports (Levratto, 2006). Enfin, les spécificités climatiques et topologiques de ces territoires représentent le troisième facteur, restreignant considérablement les options de développement, que ce soit dans les secteurs agricole, agro-alimentaire ou touristique (Armstrong & Read, 2000).

Les recherches empiriques sur les trajectoires économiques des espaces insulaires révèlent une hétérogénéité notable des situations nationales, caractérisée à la fois par des succès et des échecs. Bien que certaines caractéristiques communes émergent, il apparaît clairement que ni les dotations initiales en ressources ni les spécificités géographiques ne suffisent à expliquer ces différences de trajectoires. Ce sont plutôt les dimensions institutionnelles, ainsi que les

choix de politique économique et de stratégie de croissance, qui se révèlent être les déterminants centraux de ces parcours de développement.

Bertram (1986) a été l'un des premiers à explorer la relation entre le choix institutionnel (indépendance ou affiliation à la métropole) et le développement économique des petites îles. Dans une synthèse ultérieure, Bertram (2004) examine plusieurs modalités alternatives de décolonisation : l'indépendance souveraine, l'intégration à un autre État ou l'autonomie dans le cadre d'une libre association. Il observe que les économies affiliées n'assument pas l'intégralité des charges inhérentes à l'exercice de la souveraineté (financement des institutions et des services publics) et assimile la souveraineté à une forme de « taxe » particulièrement lourde pour des territoires à ressources limitées. Il défend ainsi l'idée que, pour les très petites îles, l'indépendance est souvent l'option la moins avantageuse.

S'inscrivant dans la lignée de Bertram, de nombreux chercheurs établissent que les îles affiliées à une métropole affichent généralement de meilleures performances économiques que les îles indépendantes (Armstrong et Read, 2000 ; Easterly et Kraay, 2002 ; Bertram, 2004 ; Baldacchino, 2006 ; McElroy et Pearce, 2006 ; Baldacchino et Bertram, 2009 ; Baldacchino et Milne, 2009 ; Feyrer et Sacerdote, 2009 ; Dunn, 2011 ; McElroy et Parry, 2012 ; Hoarau et Lucic, 2023b). Bertram (2015) illustre cette tendance en rappelant que les îles affiliées disposent d'un revenu par habitant (16 300 \$) sensiblement supérieur à celui des îles souveraines (6 100 \$). Il souligne également des différences structurelles majeures : le secteur primaire ne représente que 5 % du PIB dans les premières contre 16 % dans les secondes, tandis que la part du tertiaire y est nettement plus élevée (80 % contre 65 %).

Plusieurs modèles idéaltypiques, spécifiques aux espaces insulaires, s'attachent à conceptualiser les avantages liés à l'affiliation. Dans le modèle MIRAB (*Migrations, Remittances, Aid, Bureaucracy*), les transferts financiers publics versés par la métropole s'apparentent à une rente administrative qui alimente la consommation finale des ménages et génère des effets multiplicateurs de type keynésiens (Poirine, 1995 ; Dimou, 2004 ; Bertram et Poirine, 2007). Le modèle PROFIT (*People, Resources, Overseas management, Finance and Transport*) met l'accent sur l'exploitation par le secteur privé local d'un statut juridique spécifique, celui de l'ultra-périphéricité, permettant d'obtenir des concessions métropolitaines telles que des exonérations fiscales, des aides publiques, ou des subventions d'investissement (Baldacchino, 2006). Quant au modèle SITE (*Small Island Tourist Economy*), il identifie le secteur touristique insulaire, intensif en main-d'œuvre, comme le moteur de la croissance de long terme via une stratégie de marketing ciblant le marché métropolitain (McElroy, 2006 ; Oberst et McElroy, 2007).

Cependant, si une taxonomie fondée sur le critère institutionnel du statut politique peut être pertinente pour différencier les différentes trajectoires de développement des territoires insulaires, sa portée doit être nuancée. En exploitant un panel de 60 îles réparties principalement dans le Pacifique, les Caraïbes et l'océan Indien, Bertram (2004) confirme l'hypothèse de la convergence des petites économies insulaires vers les standards de leur région métropolitaine, tout en constatant un phénomène de divergence croissante entre les économies insulaires elles-mêmes. Si Sampson (2005) corrobore que les îles affiliées affichent des revenus par habitant plus élevés que les îles indépendantes, il ne décèle cependant aucun effet significatif du statut de souveraineté sur le taux de croissance. Cette observation suggère que les revenus plus élevés des îles dépendantes s'expliquent davantage par leur croissance économique passée que par leur dynamique actuelle.

Charles et al. (2012) étudient, quant à eux, la convergence de l'économie réunionnaise avec la France métropolitaine et l'Europe entre 1950 et 2006 dans un cadre stochastique, tenant

compte du caractère potentiellement non stationnaire des données chronologiques. Leur méthodologie intègre des effets de rupture structurelle, c'est-à-dire des sauts dans les séries de PIB par habitant liés à des chocs exogènes, tels que l'abandon du franc CFA en 1975. Leurs résultats ne révèlent aucune évidence en faveur d'un processus de convergence réelle de l'économie réunionnaise : malgré des taux de croissance nominaux du PIB impressionnants, la Réunion n'enregistre aucun rattrapage des standards de vie français et européens, démontrant ainsi que l'affiliation politique ne constitue pas, en soi, une garantie suffisante de développement économique réussi.

Par ailleurs, des écarts conséquents de performance en matière de croissance économique s'observent indépendamment du statut institutionnel. Parmi les États insulaires indépendants, l'île Maurice se distingue par une base industrielle solide et le développement d'une plateforme logistique et financière intégrée aux échanges de biens et services dans le triangle Durban-Perth-Bombay. À l'inverse, la République d'Haïti, qui figure parmi les pays les plus pauvres au monde, repose largement sur une agriculture vivrière (Dimou, 2004). Les contrastes sont tout aussi marqués dans les régions ultrapériphériques affiliées. Au sein d'un même État, certaines régions peuvent présenter des écarts de développement significatifs : Madère affiche un PIB par habitant supérieur à la moyenne nationale portugaise, tandis que les Açores se situent en dessous de ce seuil. De même, dans les départements d'outre-mer (DOM) français, si l'écart moyen du revenu primaire par habitant avec la France hexagonale demeure conséquent (40%), il masque des disparités encore plus prononcées entre ces îles (Dimou et Schaffar, 2014).

Ces écarts montrent que la relation entre choix institutionnels et processus de croissance de long terme est plus complexe qu'il n'y paraît. Dans leur étude comparative de 81 petites économies insulaires, Feyrer et Sacerdote (2009) réexaminent les conséquences des processus de décolonisation et d'indépendance. Leurs résultats mettent en évidence deux éléments majeurs. D'une part, la date de décolonisation s'avère déterminante : les îles ayant accédé tardivement à l'indépendance affichent de meilleures performances que celles décolonisées plus tôt, suggérant une relation positive significative entre la durée de l'occupation coloniale et le niveau de développement actuel. D'autre part, leur évaluation des performances différenciées des îles affiliées intègre des éléments géographiques essentiels : l'appartenance ou non à la zone des Tropiques, ou encore la situation vis-à-vis des vents dominants, favorisant les liaisons maritimes avec les principaux marchés.

Par cette approche régionaliste, Feyrer et Sacerdote (2009) rejoignent le débat initié par Acemoglu *et al.* (2001) sur l'impact différencié du colonialisme en matière de développement économique. Dans une série de contributions majeures, Acemoglu *et al.* (2002, 2005) examinent la qualité des institutions coloniales et leur influence sur la croissance économique. Leur analyse contraste les effets positifs de ces institutions dans les colonies d'installation, caractérisées par l'implantation de colons métropolitains, avec leurs effets négatifs dans les colonies d'exploitation, principalement les îles sucrières ou caféières peuplées d'autochtones et/ou de descendants d'esclaves. Cette distinction est particulièrement pertinente pour les petites économies insulaires qui, comme le soulignent Baldacchino et Bertram (2009), ont développé une pluralité de dispositifs institutionnels pour sortir de l'ère coloniale. De fait, nombre d'entre elles, sans opter pour la souveraineté complète, ont adopté un statut infranational original conjuguant affiliation politique et autonomie relative en matière de développement économique et social.

Dans une contribution plus récente, Bertram (2015) ravive les controverses de l'économie politique insulaire en s'appuyant sur des données statistiques inédites remontant au début du 20ème siècle. Son objectif est d'identifier l'origine des divergences entre îles affiliées et indépendantes, en explorant deux hypothèses alternatives : soit ces divergences émergent à la suite de la décolonisation et du choix statutaire entre indépendance et affiliation, soit elles

préexistent à ce choix et trouvent leurs racines dans les contraintes structurelles propres à chaque économie insulaire. Les résultats de cet examen renversent la causalité généralement admise : il soutient que les divergences de développement précèdent les processus de décolonisation et que le statut politique ne joue pas de rôle déterminant. En effet, les îles présentant un potentiel de développement supérieur durant la période coloniale ont été dotées d'institutions coloniales plus robustes et ont été orientées vers la trajectoire de l'affiliation. Ainsi, ce n'est pas le choix institutionnel qui détermine la trajectoire et la performance économique, mais le potentiel de développement, identifié pendant la colonisation, qui explique le choix entre indépendance et affiliation.

L'ensemble de ces travaux montre que la relation entre le choix institutionnel d'un régime politique d'indépendance ou d'affiliation à une métropole et les processus de développement économiques demeure un sujet de controverses scientifiques (Lucic, 2024a). Si les îles affiliées présentent généralement un niveau de PIB par habitant supérieur aux îles indépendantes, les mécanismes économiques à l'origine de ces écarts ne font pas consensus au sein de la littérature sur les petites économies insulaires. Un renouvellement de l'approche analytique pourrait, selon nous, apporter un éclairage nouveau à ce débat.

-3-

Méthodologie empirique : la méthode DiD

La méthode des doubles différences, ou différences de différences (DiD), s'est imposée comme l'une des approches économétriques majeures dans l'évaluation causale des politiques publiques et des interventions économiques. Son principe fondamental repose sur l'analyse comparative des trajectoires temporelles entre un groupe affecté par une intervention (groupe traité) et un groupe non affecté (groupe de contrôle). L'identification de l'effet causal s'appuie sur l'hypothèse centrale d'évolution tendancielle parallèle (*parallel trend assumption*, PTA), qui postule que les deux groupes auraient suivi des trajectoires similaires en l'absence de traitement. Cette hypothèse permet d'isoler l'impact spécifique de l'intervention en neutralisant à la fois les variations temporelles communes aux deux groupes et les différences structurelles permanentes entre eux. La popularité de cette méthode tient notamment à sa relative simplicité de mise en œuvre et à son cadre d'identification transparent, qui nécessite des hypothèses structurelles moins contraignantes que d'autres approches causales. Ces caractéristiques en font un outil particulièrement adapté aux contextes empiriques où les expérimentations aléatoires contrôlées sont irréalisables, que ce soit pour des raisons éthiques, pratiques ou budgétaires.

L'application de la méthode DiD dans des contextes empiriques contemporains soulève néanmoins des défis méthodologiques substantiels, particulièrement lorsque le calendrier d'exposition au traitement varie entre les unités d'observation. Cette hétérogénéité temporelle du traitement, fréquente dans l'évaluation des politiques publiques actuelles, complexifie considérablement l'identification et l'estimation des effets causaux. En effet, la variabilité des dates de traitement peut introduire des biais d'estimation si elle n'est pas explicitement prise en compte dans la stratégie d'identification. Ces enjeux ont stimulé le développement de nouvelles approches méthodologiques visant à adapter et étendre le cadre DiD canonique. Les travaux récents de Chaisemartin et D'Haultfoeuille (2022) et Roth *et al.* (2023) proposent une synthèse approfondie de ces développements méthodologiques et fournissent des outils analytiques robustes pour traiter ces configurations complexes.

3.1 Limites de l'approche canonique DiD

L'implémentation standard de la méthode DiD sur données de panel repose traditionnellement sur une estimation par moindres carrés ordinaires intégrant simultanément des effets fixes individuels et temporels (*two-way fixed effects*, TWFE). Cette approche se formalise par l'équation suivante :

$$Y_{it} = \alpha_i + \alpha_t + \beta D_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

où Y_{it} représente la variable d'intérêt pour l'individu i à la période t , et D_{it} désigne une variable indicatrice prenant la valeur 1 si l'individu i appartient au groupe traité à la période t , et 0 sinon. Les termes α_i et α_t capturent respectivement les effets fixes individuels, qui contrôlent l'hétérogénéité inobservée spécifique à chaque unité, et les effets fixes temporels, qui absorbent les chocs communs à l'ensemble des unités. Enfin, ε_{it} est le terme d'erreur. Dans cette spécification, le coefficient β mesure l'effet moyen du traitement (*average treatment effect*, ATT), supposé homogène au cours du temps.

L'identification des effets causaux dans le cadre DiD s'appuie sur trois hypothèses fondamentales qui conditionnent la validité des résultats. Premièrement, l'hypothèse d'*évolution tendancielle parallèle* (PTA) suppose que les trajectoires des groupes traités et de contrôle auraient suivi des tendances similaires en l'absence de traitement. Deuxièmement, l'*exogénéité des dates de traitement* requiert que la période d'exposition au traitement soit indépendante des facteurs non observés influençant la dynamique des groupes. Enfin, l'*absence de chocs non observés corrélés au traitement* garantit que les différences entre groupes ne sont pas contaminées par des événements externes concomitants à l'intervention étudiée.

Le recours à l'estimateur TWFE dans un contexte où les unités d'observation sont exposées au traitement à des dates différentes peut générer des biais d'estimation significatifs dans l'identification des effets causaux (Chaisemartin et D'Haultfoeuille, 2022). Cette problématique découle de la structure même de l'estimation TWFE, qui agrège de manière inadéquate les effets hétérogènes du traitement au cours du temps (Goodman-Bacon, 2021). Spécifiquement, l'estimateur standard combine indistinctement deux types de comparaisons : celles entre unités traitées et non traitées d'une part, et celles entre unités traitées à des périodes différentes d'autre part. L'estimateur TWFE utilise ainsi implicitement les unités précocement traitées comme groupe de contrôle pour les unités traitées ultérieurement, alors même que les premières sont déjà sous l'influence du traitement. Cette contamination des groupes de comparaison compromet significativement l'interprétation causale de l'estimation de β , particulièrement lorsque les effets du traitement présentent une hétérogénéité temporelle ou varient substantiellement entre les cohortes de traitement (Sun et Abraham, 2021).

3.2 DiD avec traitement hétérogène

Face aux limites de l'approche TWFE dans le contexte de traitements hétérogènes, Sun et Abraham (2021), de même que Wooldridge (2021), ont initié un cadre méthodologique novateur. Cette approche alternative permet de s'affranchir de l'hypothèse restrictive d'homogénéité des effets du traitement tout en conservant le principe fondamental sous-jacent à l'estimation TWFE. La méthode proposée offre une flexibilité certaine en permettant aux effets du traitement de varier simultanément selon trois dimensions : entre les groupes, à travers les périodes, et suivant des dynamiques temporelles spécifiques à chaque cohorte. Cette souplesse méthodologique s'avère particulièrement pertinente pour capturer des effets différenciés qui peuvent évoluer substantiellement dans le temps et varier selon les caractéristiques propres aux unités traitées.

Plus spécifiquement, Sun et Abraham (2021) développent une approche fondée sur l'interaction entre groupes et périodes, permettant l'estimation des « effets de traitement groupés et dynamiques » (*group-time average treatment effects*, GTATE). Leur spécification enrichit le modèle standard en introduisant des variables indicatrices pour chaque cohorte de traitement, définies selon leur date d'exposition initiale, ainsi que des interactions temporelles :

$$Y_{it} = \alpha_i + \alpha_t + \sum_{g \in G} \sum_{k \geq 0} \delta_{g,k} \times 1_{\{G_i=g\}} \times 1_{\{T_t=k\}} + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

où $1_{\{G_i=g\}}$ indique l'appartenance de l'unité i à la cohorte g (définie par la date de début de traitement), et $1_{\{T_t=k\}}$ la période relative k (ici en années) par rapport au début du traitement. $\delta_{g,k}$ mesure l'effet spécifique du traitement pour le groupe g à l'horizon k . La normalisation des effets s'effectue en prenant comme référence la période $k = -1$, c'est-à-dire la période précédant immédiatement l'introduction du traitement. Ce choix permet également de résoudre les problèmes potentiels de colinéarité dans l'estimation.

Dans le cadre de cette méthodologie, l'estimation de l'effet moyen du traitement sur les traités (*average treatment effect on the treated*, ATET) s'obtient par une agrégation pondérée des coefficients $\delta_{g,k}$. Cette approche se distingue fondamentalement des modèles DiD traditionnels qui reposent sur l'hypothèse restrictive d'un effet homogène du traitement. En permettant une décomposition fine des effets selon leur dimension temporelle et leur hétérogénéité entre cohortes, elle surmonte les limitations de l'estimateur TWFE classique, en excluant notamment les comparaisons problématiques entre unités traitées à des dates différentes.

La méthode améliore également le cadre d'analyse en introduisant des procédures de contrôle sophistiquées. Ces dernières permettent non seulement de tester rigoureusement la validité de l'hypothèse cruciale des tendances parallèles, mais aussi d'intégrer d'éventuelles dynamiques pré-traitement spécifiques à chaque groupe. Cette flexibilité accrue contribue à réduire substantiellement les risques de biais d'estimation liés aux différences structurelles préexistantes entre les groupes.

3.3 Tests des hypothèses d'identification

Une contribution méthodologique majeure de Sun et Abraham (2021) est d'avoir construit un cadre formel permettant de tester l'hétérogénéité des effets du traitement. Leur approche s'appuie sur des tests d'égalité entre les coefficients $\delta_{g,k}$, qui évaluent statistiquement si les effets du traitement varient significativement à travers le temps. Les deux chercheurs préconisent également l'inclusion d'indicateurs de périodes pré-traitement afin d'estimer d'éventuels écarts entre cohortes avant l'intervention. Dans ce contexte, la validation de l'hypothèse de tendances parallèles (PTA) repose sur un test de nullité conjointe des coefficients $\delta_{g,k}$ pour $k < 0$. En cas de rejet de l'hypothèse nulle, suggérant des dynamiques pré-traitement différenciées entre les cohortes, une spécification plus flexible peut être estimée :

$$Y_{it} = \alpha_i + \alpha_t + \sum_{g \in G} \sum_{k \geq 0} \delta_{g,k} \times 1_{\{G_i=g\}} \times 1_{\{T_t=k\}} + X'_{it}\gamma + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

L'introduction d'un vecteur de variables de contrôle X_{it} permet d'enrichir la spécification du modèle en neutralisant l'influence des caractéristiques observables sur les dynamiques pré-traitement. Dans ce cadre étendu, l'hypothèse de tendances parallèles n'est validée que conditionnellement à ces variables de contrôle (*conditional parallel trend assumption*, CPTA).

Le vecteur de paramètres γ capture alors l'effet de ces caractéristiques observables sur les trajectoires antérieures à l'intervention.

Cette extension méthodologique offre un cadre d'analyse considérablement plus riche que les approches traditionnelles. Elle permet non seulement d'appréhender des dynamiques de traitement complexes et hétérogènes, mais également d'éviter les biais d'agrégation inhérents aux modèles DiD classiques qui peuvent conduire à des interprétations causales erronées.

-4-

Résultats empiriques

Notre analyse empirique se déploie en trois volets complémentaires. Dans un premier temps, nous présentons les caractéristiques détaillées de notre base de données et la construction de notre échantillon. Nous exposons ensuite les résultats économétriques obtenus, sous l'hypothèse de tendances parallèles des (PTA), par l'application de la méthode des différences de différences élaborée par Sun et Abraham (2021). Enfin, nous évaluons la robustesse de nos estimations en enrichissant la spécification par l'introduction de variables de contrôle, permettant ainsi de valider nos conclusions indépendamment de l'hypothèse PTA.

4.1 Les données

Notre analyse s'appuie sur les données de PIB par habitant et de population compilées par Lucic (2024b), qui couvrent un échantillon de petites îles et de territoires côtiers. L'échantillon final comprend 42 économies, dont 16 sont demeurées affiliées à leur métropole sur l'ensemble de la période d'étude, tandis que 26 ont accédé à l'indépendance. Le Tableau 1 détaille la composition de ces deux groupes ainsi que les dates d'indépendance retenues pour les territoires concernés.

Tableau 1 : Liste des territoires affiliés et des territoires indépendants

<u>Territoires affiliés :</u> Bermuda, British Virgin Islands, Cayman Islands, Cook Islands, Faroe Islands, French Guiana, French Polynesia, Guadeloupe, Martinique, Montserrat, Netherlands Antilles, New Caledonia, Puerto Rico, Reunion, Turks and Caicos, US Virgin Islands.
<u>Territoires indépendants (date d'indépendance) :</u> Antigua and Barbuda (1981), Bahamas (1973), Barbados (1966), Belize (1981), Cabo Verde (1975), Cyprus (1960), Dominica (1978), Fiji (1970), Grenada (1974), Guinea Bissau (1974), Guyana (1966), Jamaica (1962), Kiribati (1979), Malta (1964), Mauritius (1968), Papua New Guinea (1975), Sao Tomé (1975), Seychelles (1976), Singapore (1965), Solomon Islands (1978), St Kitts and Nevis (1983), St Lucia (1979), St Vincent and the Grenadines (1979), Suriname (1975), Trinidad & Tobago (1962), Vanuatu (1980).

Les données de PIB par habitant, exprimées en dollars constants de 2005, sont disponibles sur deux périodes distinctes : 1960-2021 ou 1970-2021. Afin de disposer d'un nombre suffisant d'observations pré-traitement pour tester rigoureusement l'hypothèse PTA, nous avons, en suivant la méthodologie développée par Lucic (2024b), étendu la période d'observation pour six territoires. Plus précisément, les séries de PIB par habitant ont été reconstituées jusqu'en 1960 pour la Barbade (initialement 1970), 1950 pour Chypre (1960), 1953 pour la Jamaïque

(1960), 1954 pour Malte (1970), 1950 pour l'île Maurice (1970), et 1950 pour Trinidad et Tobago (1960).

Notre analyse intègre plusieurs variables de contrôle complémentaires. À partir de la base *International Disasters* (EM-DAT), nous construisons un indicateur annuel agrégeant l'ensemble des catastrophes naturelles (biologiques, climatologiques, géophysiques, météorologiques et sismiques) sur la période 1950-2021. La dimension géographique est captée par une classification en cinq zones principales, suivant l'approche développée par Dunn (2011) : Méditerranée, Caraïbes, océan Atlantique, océan Indien et océan Pacifique. Pour appréhender l'influence des institutions coloniales sur les trajectoires de développement économique (Acemoglu *et al.*, 2001), nous introduisons cinq variables indicatrices distinctes, chacune prenant la valeur 1 si la langue considérée (anglais, danois, espagnol, français ou portugais) a été maintenue comme langue officielle après l'indépendance. Cette spécification repose sur l'hypothèse que la persistance linguistique constitue un proxy pertinent de l'empreinte institutionnelle et juridique du colonisateur. Le tableau 2 synthétise les principales statistiques descriptives relatives à notre échantillon.

Tableau 2 : Principales statistiques descriptives

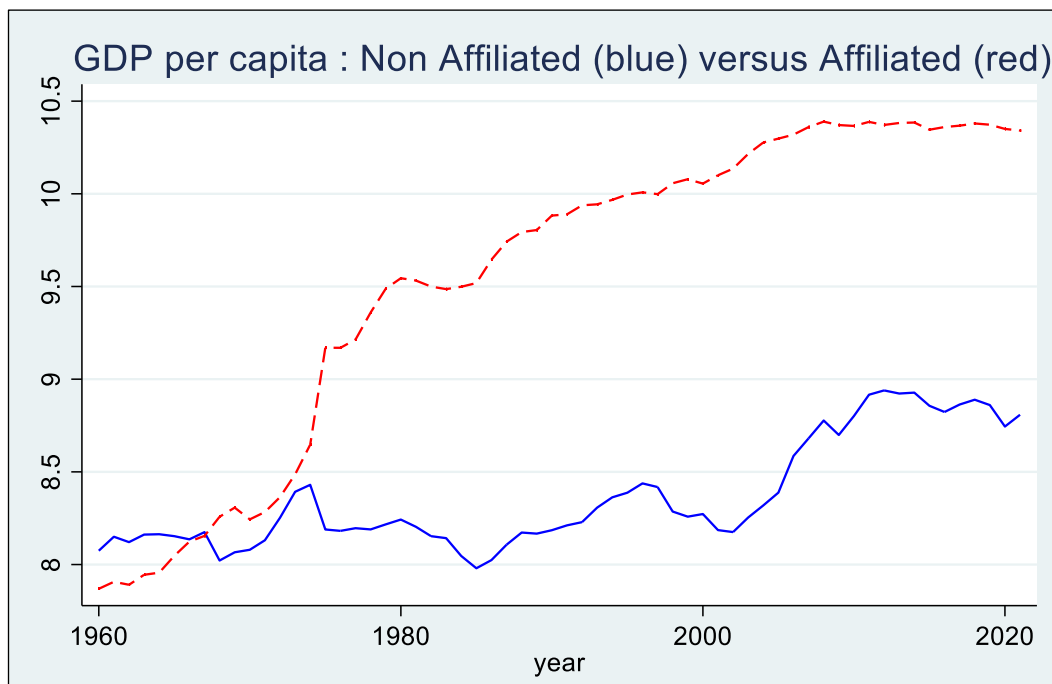
Variable	Obs	Moyenne	Ecart-type	Min	Max
Pib par tête en US \$	2483	13448.854	16782.027	242.002	118232.41
<i>Affilié</i>	1209	19152.424	20669.041	606.129	118232.41
<i>Indépendant</i>	1274	8036.282	9138.037	242.002	68659.561
Population	3024	562873.84	1055500.4	4381	9949438
<i>Affilié</i>	1750	337144.58	683159.824	4381	3832138
<i>Indépendant</i>	1274	872941.49	1355777.258	40562	9949438
Nbre Cat. Naturelles	2952	.207	.466	0	3
<i>Affilié</i>	1678	.116	0.338	0	2
<i>Indépendant</i>	1274	.328	0.572	0	3

Une analyse préliminaire des données révèle plusieurs différences structurelles significatives entre territoires affiliés et indépendants. Conformément aux observations Sampson (2005), si les territoires demeurés affiliés affichent un PIB par habitant moyen systématiquement supérieur à celui des territoires ayant accédé à l'indépendance (Figure 1), les taux de croissance à long terme des deux groupes suivent des tendances similaires depuis les années 1960 (Figure 2). On notera cependant que les territoires indépendants se caractérisent par une volatilité macroéconomique nettement plus prononcée (Figure 2).

Cette divergence de volatilité semble pouvoir s'expliquer par deux mécanismes distincts. D'une part, les territoires indépendants sont exposés à une fréquence plus élevée de catastrophes naturelles (0,57 événements en moyenne contre 0,34 pour les territoires affiliés). D'autre part, comme le soulignent McElroy et Mahoney (2000), les territoires affiliés bénéficient de transferts métropolitains qui jouent un rôle stabilisateur face aux chocs négatifs. Cette asymétrie dans la capacité d'absorption des chocs pourrait représenter l'un des principaux éléments explicatifs de l'écart persistant de PIB par habitant observé entre les deux groupes.

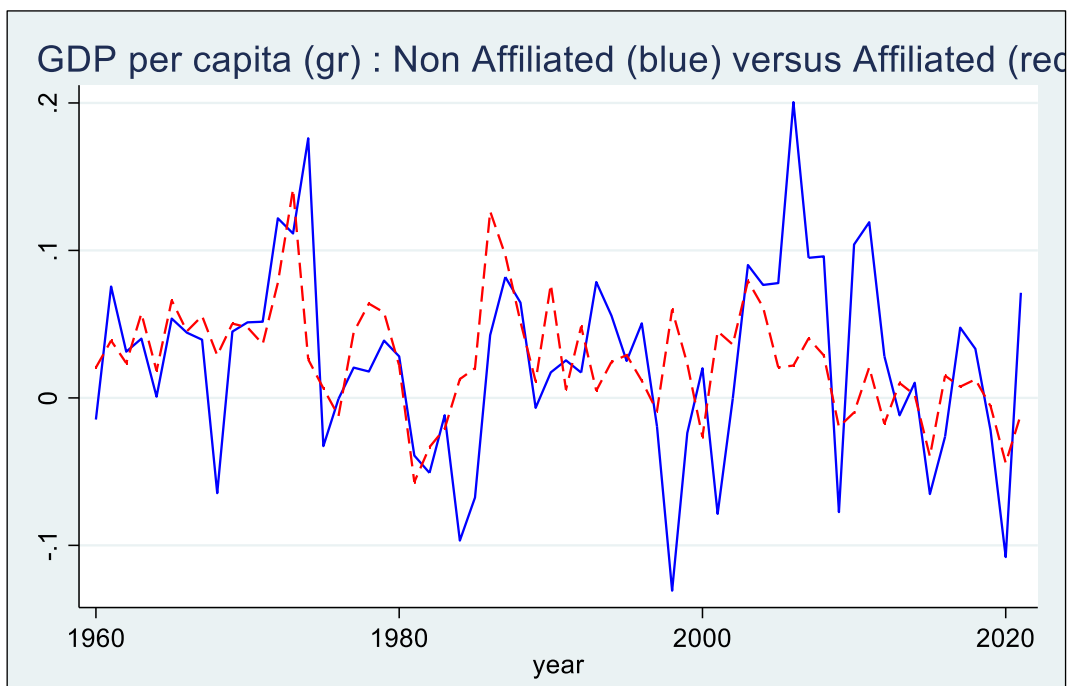
La dimension démographique apparaît également comme un facteur de différenciation majeur, les territoires affiliés présentant systématiquement une population moyenne inférieure à celle des territoires indépendants. L'héritage colonial, appréhendé par la persistance linguistique, traduit des schémas distincts : les territoires francophones montrent une propension significativement plus forte à maintenir leur affiliation, tandis que les territoires lusophones tendent davantage vers l'indépendance. Cette polarisation apparaît moins marquée pour les anciennes colonies britanniques.

Figure 1 : PIB par tête moyen (en log)
Territoires affiliés (rouge) vs territoires indépendants (bleu)



Source : calcul des auteurs.

Figure 2 : Taux de croissances du PIB par tête
Territoires affiliés (rouge) vs territoires indépendants (bleu)



Source : calcul des auteurs.

4.2 Estimation d'un DiD hétérogène

Notre stratégie d'identification repose sur l'accession à l'indépendance comme traitement, formalisée par une variable indicatrice D_{it} prenant la valeur 1 lorsque le territoire i est indépendant l'année t , et 0 sinon. La spécification intègre potentiellement plusieurs variables de contrôle : les langues officielles, la localisation géographique, la taille de la population, ainsi que le nombre total de catastrophes naturelles. Pour ces deux dernières variables, nous utilisons un retard de cinq périodes² afin de limiter les problèmes d'endogénéité potentiels.

Une estimation naïve par la méthode DiD canonique (équation 1), qui ferait abstraction de l'hétérogénéité des dates de traitement, suggérerait un effet négatif substantiel de l'indépendance sur le PIB par habitant. Le coefficient ATET estimé, d'une magnitude de $-0,19$, apparaît relativement stable à travers les différentes spécifications (les résultats sont donnés en annexe à titre illustratif). Cette estimation indiquerait ainsi une baisse moyenne de 19% du PIB par habitant des territoires indépendants comparativement aux territoires restés affiliés. Toutefois, ce résultat préliminaire doit être considéré avec précaution car deux réserves méthodologiques majeures en limitent la portée. D'une part, l'absence de significativité statistique du coefficient estimé ne permet pas d'établir une différence robuste entre les deux groupes de territoires. D'autre part, l'estimation souffre potentiellement d'un biais inhérent à l'hétérogénéité temporelle du traitement, les territoires ayant accédé à l'indépendance selon un calendrier différencié. Le recours à l'estimateur de Sun et Abraham (2021), spécifiquement conçu pour traiter les situations de traitements échelonnés dans le temps, révèle des résultats sensiblement plus contrastés.

La Figure 3 présente les résultats de l'estimation du modèle DiD hétérogène, implémentée à partir de la méthodologie de Carreto *et al.* (2024), dérivée de Sun et Abraham (2021). Notre modèle dynamique permet d'appréhender l'évolution temporelle de l'effet du traitement sur le PIB par habitant. Sur l'axe des abscisses, les valeurs négatives et positives correspondent respectivement aux périodes pré et post-indépendance. La fenêtre d'estimation, contrainte par la disponibilité des données, s'étend de 6 ans avant l'indépendance jusqu'à 16 ans ou plus après celle-ci.

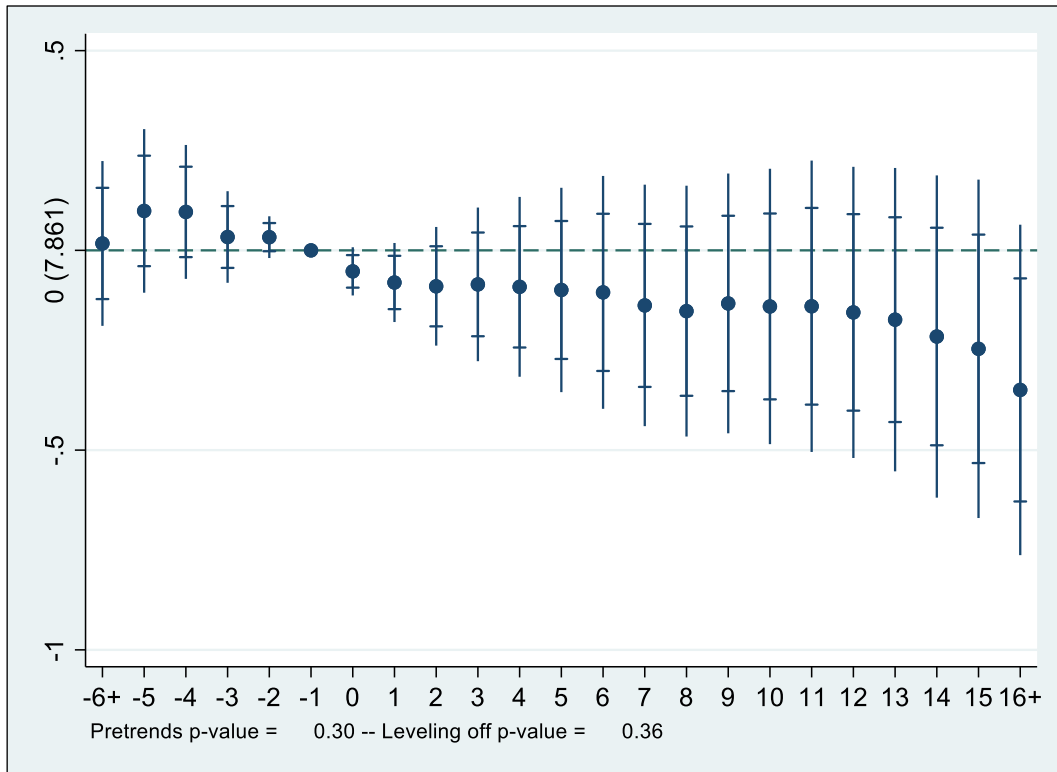
La validité de cette approche repose fondamentalement sur l'hypothèse d'une absence de dynamiques différenciées avant le traitement (PTA). Cette hypothèse peut être vérifiée empiriquement par deux tests complémentaires : un test de nullité conjointe des coefficients pré-traitement et un test de nullité du coefficient associé à une tendance linéaire pré-traitement. Dans notre cas, les deux tests corroborent la validité de l'hypothèse PTA : le test de nullité conjointe produit une statistique de 1,26 (p -value = 0,301), tandis que le test sur la tendance déterministe génère une statistique de 1,73 (p -value = 0,631).

L'examen des coefficients estimés (Figure 3) met en évidence une dynamique complexe des effets de l'indépendance sur le PIB par habitant. L'accession à l'indépendance s'accompagne initialement d'un impact négatif significatif qui tend à s'amplifier à très court terme. Cependant, cet effet se révèle transitoire, les coefficients perdant leur significativité statistique au-delà de la troisième année post-indépendance. Plus précisément, l'année même de l'indépendance se caractérise par une contraction du PIB par habitant de 5,26% (p -value = 0,013), suivie d'une baisse additionnelle de 8,05% l'année suivante (p -value = 0,019). Si une tendance négative persiste (au seuil de 10%) la deuxième année avec une diminution estimée à 8,99% (p -value = 0,079), les écarts de PIB par habitant entre territoires indépendants et affiliés cessent d'être

² Des tests de robustesse ont été menés en faisant varier le nombre de retards de 1 à 5 périodes. L'ensemble des résultats demeure qualitativement et quantitativement stable quelle que soit la spécification retenue.

statistiquement significatifs dès la troisième année ($t = 2$), suggérant une certaine résilience économique des territoires nouvellement indépendants.

Figure 3 : Estimation de l'effet ATET dynamique



Si, à l'échelle de l'échantillon complet, l'indépendance ne semble pas affecter durablement la trajectoire de développement des territoires étudiés, l'effet négatif identifié n'excédant pas trois années, une analyse plus fine des dynamiques hétérogènes s'avère nécessaire. En particulier, l'impact de l'indépendance sur le PIB par habitant pourrait varier substantiellement selon la période d'accession à l'indépendance. Pour explorer cette hétérogénéité, nous estimons, en suivant la méthodologie de Wooldridge (2021), un coefficient ATET distinct pour chaque cohorte d'indépendance.

Les résultats, synthétisés dans le Tableau 3, révèlent une forte hétérogénéité des trajectoires post-indépendance. L'effet sur le PIB par habitant n'apparaît statistiquement significatif au seuil de 5% que pour sept cohortes (1964, 1965, 1968, 1973, 1976, 1980 et 1981), avec une dichotomie marquée dans la direction de ces effets. Certaines cohortes confirment l'hypothèse d'un impact négatif, tandis que d'autres, notamment celles de 1965 et 1976, présentent des effets positifs substantiels. La cohorte 1965, constituée exclusivement de Singapour, enregistre ainsi une augmentation significative du PIB par habitant d'environ 36%, s'inscrivant dans la dynamique de croissance exceptionnelle des dragons asiatiques, phénomène largement documenté dans la littérature (e.g. Page, 1994). De même, la cohorte 1976, représentée par les Seychelles, affiche une performance positive, vraisemblablement portée par le développement d'un secteur touristique haut de gamme post-indépendance. En revanche, l'accession à l'indépendance semble avoir pénalisé durablement le développement économique de Malte (1964), Maurice (1968), des Bahamas (1973), du Vanuatu (1980), ainsi que de Belize et d'Antigua-et-Barbuda (1981).

Tableau 3 : Estimation de l'effet ATET par cohorte

Cohorte	ATET	P> z
1960	0,129	0,501
1962	0,202	0,270
1964	-0,387	0,000
1965	0,360	0,000
1966	-0,211	0,430
1968	-0,394	0,003
1970	0,117	0,127
1973	-0,566	0,000
1974	-0,209	0,623
1975	-0,207	0,168
1976	0,283	0,000
1978	-0,083	0,214
1979	-0,207	0,325
1980	-0,582	0,000
1981	-0,424	0,012

Cette forte hétérogénéité des trajectoires post-indépendance éclaire l'absence d'effet significatif observée au niveau agrégé et invite à nuancer substantiellement le consensus dominant dans la littérature. En particulier, nos résultats remettent en question les conclusions de Hoarau et Lucic (2023) qui établissaient un impact globalement négatif de l'indépendance sur les performances économiques des territoires insulaires. L'absence d'effet causal significatif au niveau agrégé ne traduit pas pour autant une absence d'impact de l'indépendance sur le développement économique, mais masque plutôt une forte hétérogénéité des expériences individuelles. Cette disparité des trajectoires post-indépendance remet également en question le cadre théorique proposé par Bertram (2015). D'une part, nos résultats – tout comme les siens – rejettent explicitement le modèle 1, populaire au sein de la littérature sur les petites économies insulaires, qui fait de la dépendance politique une condition nécessaire au succès économique de ces territoires. Les cas de Singapour et des Seychelles démontrent qu'une trajectoire de développement réussie est possible après l'indépendance. D'autre part, la présence d'effets négatifs significatifs pour certaines cohortes ne permet pas non plus de valider le modèle 2, défendu par Bertram. En réalité, l'impact de l'indépendance semble profondément conditionné par des facteurs idiosyncratiques – qu'ils soient conjoncturels ou structurels – qui déterminent la capacité d'un territoire à transformer son indépendance politique en opportunité de développement économique. Ainsi, si notre analyse permet d'écarter certaines hypothèses extrêmes sur la relation entre statut politique et développement économique, elle souligne également l'impossibilité de trancher définitivement cette controverse sans une analyse approfondie des facteurs spécifiques qui expliquent ces trajectoires contrastées.

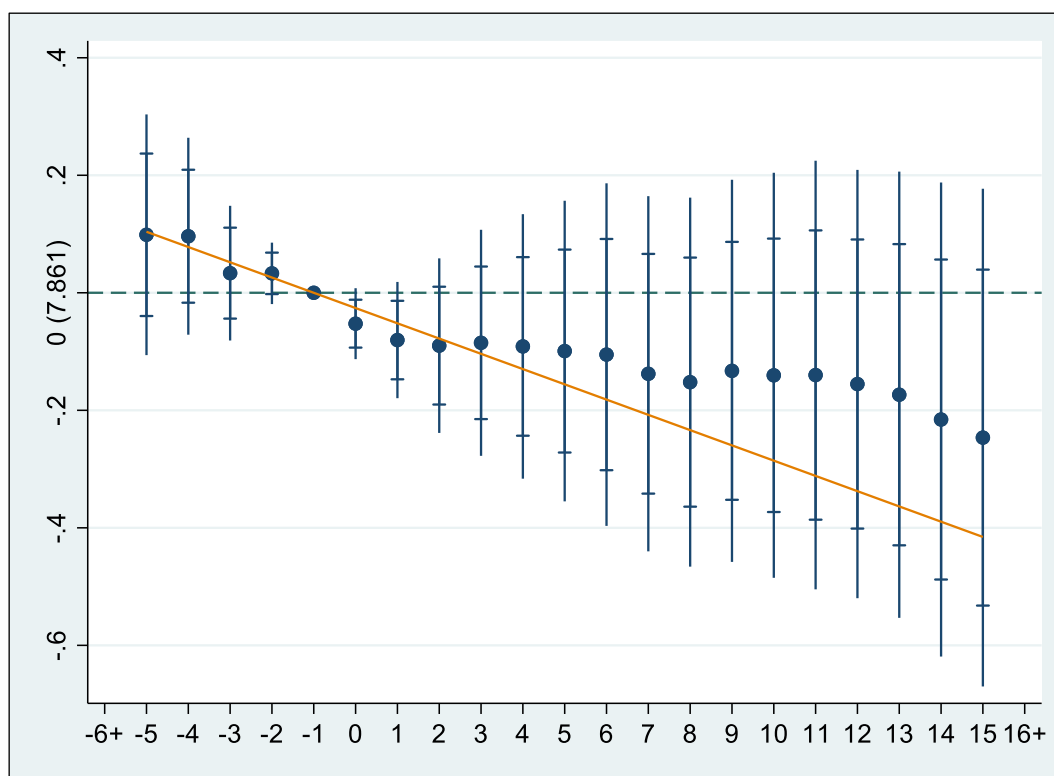
4.3 Tests de robustesse

Pour conforter la validité de nos résultats, nous conduisons deux types de tests de robustesse qui visent à relâcher l'hypothèse PTA. Dans un premier temps, nous enrichissons notre spécification par l'introduction de variables de contrôle, permettant ainsi d'estimer les coefficients ATET sous l'hypothèse CPTA moins restrictive de tendances parallèles conditionnelles (voir section 3.3). Dans un second temps, suivant l'approche de

Freyaldenhoven *et al.* (2021), nous autorisons la présence d'une tendance linéaire non nulle dans les coefficients pré-traitement.

L'estimation sous l'hypothèse CPTA nécessite l'introduction de variables de contrôle exogènes au traitement pour capturer d'éventuelles divergences de trajectoires pré-traitement entre les deux groupes de territoires. Notre spécification retient comme déterminants la localisation géographique, la langue officielle, ainsi que la taille de la population et le nombre de catastrophes naturelles (avec un retard de 5 périodes dans l'un et l'autre cas). Conformément aux recommandations de Sun et Abraham (2021), les coefficients dynamiques sont estimés par la méthode IWE³ (*Interaction Weighted Estimator*). Les résultats, en tout point identiques⁴ à ceux de la Figure 3, corroborent nos estimations initiales, tant qualitativement que quantitativement. L'indépendance induit une contraction significative (au seuil de 5%) du PIB par habitant à court terme (-5,25% l'année de l'indépendance et -8,10% l'année suivante), mais cet effet adverse se dissipe au-delà de la deuxième année (à partir de $t = 2$)⁵. Une fois encore, l'hypothèse de nullité des coefficients pré-traitement n'est pas rejetée (statistique = 1,44 ; p-value = 0,223). La convergence des résultats sous les hypothèses PTA et CPTA renforce considérablement la robustesse de nos conclusions.

Figure 4a : Estimation de l'effet ATET dynamique avec une tendance linéaire pré-traitement



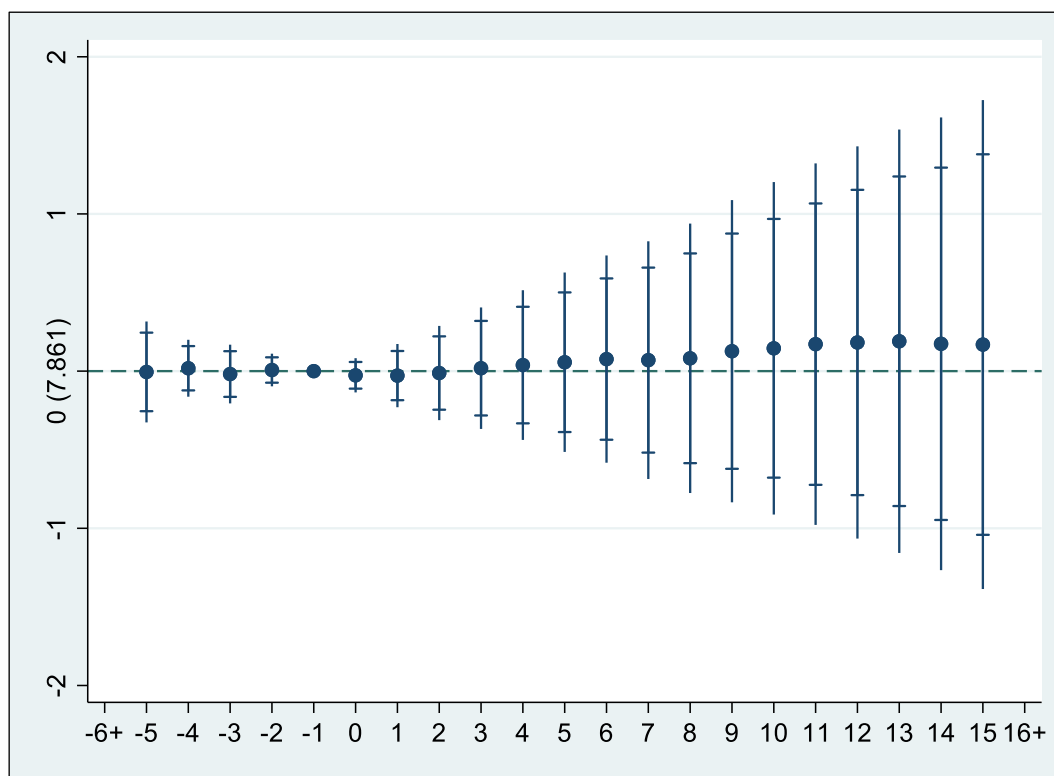
³ L'estimateur IWE s'appuie sur une estimation par MCO pondérés, où les pondérations sont dérivées d'un modèle de *propensity score* estimant la probabilité conditionnelle d'accession à l'indépendance pour chaque territoire.

⁴ Pour cette raison, les résultats ne sont pas reportés dans le texte, mais restent disponibles sur demande auprès des auteurs.

⁵ Une baisse additionnelle de 8,91% du PIB par habitant est observable la troisième année post-indépendance ($t = 2$), mais uniquement au seuil de significativité de 10%.

Une approche méthodologique alternative, proposé par Freyaldenhoven *et al.* (2021), permet de s'affranchir de l'hypothèse PTA en modélisant explicitement les dynamiques pré-traitement. Leur méthode consiste à estimer une tendance déterministe linéaire sur la période pré-traitement, puis à ajuster les coefficients dynamiques post-traitement en conséquence. La Figure 4a, qui confronte cette tendance linéaire pré-traitement aux coefficients dynamiques estimés, met en évidence que le différentiel de PIB par habitant entre territoires indépendants et affiliés suivait déjà une trajectoire décroissante quelques années avant l'accession à l'indépendance. L'indépendance semble même avoir atténué cette dynamique baissière préexistante, bien que cet effet correctif ne soit pas statistiquement significatif (Figure 4b). Ces résultats, obtenus sous des hypothèses d'identification moins restrictives, confortent notre conclusion principale : l'indépendance n'a pas, en moyenne, pénalisé la trajectoire de développement des territoires concernés relativement à ceux ayant conservé leur statut d'affilié.

Figure 4b : Estimation de l'effet ATET
(Écart par rapport à la tendance pré-traitement)



-5- Conclusion

Cette étude propose une analyse causale rigoureuse de l'impact de l'indépendance sur le développement économique des territoires insulaires. En mobilisant les développements récents de la méthode des doubles différences, nos résultats nuancent considérablement le consensus dominant dans la littérature. Si l'accession à l'indépendance s'accompagne initialement d'une contraction significative du PIB par habitant, cet effet adverse se révèle temporaire, se dissipant après trois années. Plus fondamentalement, notre analyse par cohorte met en évidence une forte hétérogénéité des trajectoires post-indépendance, certains territoires connaissant un essor remarquable tandis que d'autres enregistrent un déclin durable.

Cette disparité des expériences suggère que l'impact de l'indépendance dépend crucialement de facteurs idiosyncratiques qui conditionnent la capacité d'un territoire à transformer son autonomie politique en opportunité de développement. Une extension naturelle de ce travail consisterait à approfondir l'analyse de ces facteurs spécifiques, notamment en les confrontant aux modèles de développement insulaire identifiés dans la littérature. En particulier, il serait pertinent d'examiner dans quelle mesure l'orientation vers un modèle MIRAB (basé sur les transferts et la migration), PROFIT (centré sur l'exploitation d'avantages juridiques) ou SITE (fondé sur le tourisme) a pu influencer la trajectoire post-indépendance des différents territoires. Une telle analyse permettrait de mieux comprendre les conditions sous lesquelles l'indépendance peut effectivement constituer un levier de développement économique pour les petites économies insulaires.

Remerciements

Nous tenons à remercier vivement les participants du colloque ARUM 2024, et notamment Frédéric Chantreuil, Michel Dimou, Jean-François Hoarau et Nicolas Lucic, pour leurs commentaires et remarques qui ont permis d'améliorer ce travail.

Annexe

Ci-dessous sont reportés les résultats économétriques de la spécification canonique DiD.

Tableau A1 : Estimation par Effets Fixes (FE)

Variable	(1) PIB par tête	(2) PIB par tête	(3) PIB par tête	(4) PIB par tête
Indépendance	-0.195 (0.151)	-0.187 (0.149)	-0.187 (0.149)	-0.187 (0.149)
Catastrophes nat. (t-5)		-0.0482 (0.0294)	-0.0482 (0.0294)	-0.0482 (0.0294)
Population (t-5)		-5.53e-08 (1.14e-07)	-5.53e-08 (1.14e-07)	-5.53e-08 (1.14e-07)
Anglais			-1.841*** (0.144)	-0.684*** (0.147)
Français			-2.433*** (0.112)	1.097*** (0.119)
Portugais			-4.792*** (0.264)	-4.144*** (0.264)
Espagnol			-1.761*** (0.0967)	-1.761*** (0.0967)
Danois			-0.0363 (0.0389)	-2.410*** (0.239)
Oc. Atlantique				4.039*** (0.229)
Caraïbes				3.530*** (0.229)
Oc. Indien				1.157*** (0.0176)
Méditerranée				2.811*** (0.0977)
Constante	7.963*** (0.298)	8.350*** (0.198)	10.82*** (0.301)	6.132*** (0.140)
Observations	2,483	2,408	2,408	2,408
R-squared	0.924	0.922	0.922	0.922
Pays FE	Oui	Oui	Oui	Oui
Année FE	Oui	Oui	Oui	Oui

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

La variable dépendante est en log.

Les écarts-types sont estimés par la méthode de clustering.

Références bibliographiques

- Acemoglu D., Johnson S., Robinson J.A. (2001). The colonial origins of comparative development: an empirical investigation. *American Economic Review*, 91(5), 1369—1401.
- Acemoglu D., Johnson S., Robinson J.A. (2002). Reversals of Fortune: Geography and Institutions in the making of the Modern World Income Distribution, *Quarterly Journal of Economics*, 117(4), 1231—1294.
- Acemoglu D., Johnson S., Robinson, J.A. (2005). Institutions as a Fundamental Cause of Long-Run Growth. In P. Aghion et S.N. Durlauf (eds.) *Handbook of Economic Growth*, volume 1A, Amsterdam, North-Holland, 385—472.
- Armstrong H., Read R. (2000). Comparing the economic performance of dependent territories and sovereign micro-states, *Economic Development and Cultural Change*, 48, 285—306.
- Baldacchino G. (2006). Innovative development strategies from non-sovereign island jurisdictions? A global review of economic policy and governance practices, *World Development*, 34(5), 852—867.
- Baldacchino G, Bertram G. (2009). The break of the finch: insights into the economic development of small economies, *The Round Table*, 98(401), 141—160.
- Baldacchino G., Milne D. (2000). Lessons from the political economy of small islands: The resourcefulness of jurisdiction, New-York, St. Martin's Press, in association with the *Institute of Island Studies*, University of Prince Edward Island, Canada.
- Bertram G. (1986). Sustainable development in Pacific micro-economies, *World Development*, 14(7), 809—822.
- Bertram G. (2003). On the convergence of small island economies with their metropolitan patrons, *World Development*, 32(2), 343—364.
- Bertram G. (2015). Is independence good or bad for development in small island economies? A long-run analysis, *Région et Développement*, 42, 31—54.
- Bertram G., Poirine B. (2007). Small islands political economy, in Baldacchino G., 2007, *A world of islands*, Agenda Academic & Island Studies, 332—378.
- Carreto C., Freyaldenhoven S., Hansen C., Pérez Pérez J., Shapiro J. (2024). xtevent: Estimation and Visualization in the linear panel event-study design. Working Paper 24-15, Federal Reserve Bank of Philadelphia.
- Charles A., Darné O., Hoarau J-F., Philippe J-P. (2016). La persistance des écarts de richesse entre la Réunion et les standards français et européens : l'apport des tests de racine unitaire, Communication à la 53ème Conférence de l'ASRDLF, Gatineau, CANADA.
- Chaisemartin C. (de), D'Haultfoeuille X. (2022). Two-Way Fixed Effects and Differences-in-Differences with Heterogeneous Treatment Effects: A Survey, *Econometrics Journal*.
- Demas W. (1965). *The economics of development in small countries with special reference to the Caribbean*, McGill University.
- Dimou M., (2004). Economies insulaires et trajectoires de développement. Une comparaison entre Maurice et La Réunion, *Région et Développement*, 20, 215—236.
- Dimou, A., Schaffar, A. (2014). La croissance économique dans les Départements français d'outre-mer, une revue de littérature. *Revue Tiers Monde*, 2014/3, 219, 159—179.

- Dunn L. (2011). The impact of political dependence on Small Islands Jurisdictions. *World Development*, 39(12), 2132—2146
- Easterly W., Kraay A. (2002). Small states, small problems? Income, growth, and volatility in small states, *World Development*, 28(11), 2013—2027
- Feyrer J., Sacerdote, B. (2009). Colonialism and modern income: Islands as natural experiments. *The Review of Economics and Statistics*, 91(2), 245—262.
- Freyaldenhoven S., Hansen C., Pérez Pérez J., Shapiro J. (2021) Visualization, Identification, and Estimation in the Linear Panel Event-Study Design (August 2021). *NBER Working Paper* No. w29170.
- Goodman-Bacon A. (2021). Difference-in-Difference with Variation in Treatment Timing, *Journal of Econometrics*, vol 225(2) pp 254—277.
- Hoarau J.F., Lucic N. (2023a). Testing for the Imports-Led Growth and the Growth-Led Imports Hypotheses in Panels for the Small Island World. *Revue d'Économie Politique*, 133, 569—600.
- Hoarau J.F., Lucic N. (2023b). Le statut politique des petites économies insulaires a-t-il une influence sur leurs performances de développement ? *Mondes en Développement*, Vol. 51 (4) n°204, 17—34.
- Kuznets S. (1960). Economic growth of small nations, in Robinson E., 1960, *Proceedings of the International Economic Association*, MacMillan.
- Levratto N. (2006). *L'Europe sous les tropiques : comprendre les économies d'outre-mer*, Paris, L'Harmattan.
- Lucic N. (2024a). *Ressources, Institutions et Politiques dans la résilience des Petites Économies Insulaires. Le cas de la Réunion*. Thèse de Doctorat, Université de La Réunion.
- Lucic N. (2024b). Dataset for the long-term trade (1900–2021) and GDP (1960–2021) statistics of small island economies. *Data in Brief*, Volume 55, pp 1—9.
- McElroy J.L. (2006). Small Island Tourist Economies across the life cycle, *Asia Pacific Viewpoint*, 47(1), 61—77.
- McElroy J.L., Parry C.E. (2012). The long-term propensity for political affiliation in island Microstates, *Commonwealth and Comparative Politics*, 50(4), 403—421.
- McElroy J.L., Pearce K. (2006). The advantage of political affiliation: Dependent and independent small island profiles, *The Round Table: Commonwealth Journal of International Affairs*, 95(386), 529—539.
- Oberst A., McElroy J. (2007). Contrasting Socio-economic and demographic profiles of two small island economic species: MIRAB versus PROFIT/SITE, *Island Studies Journal*, 2(2), 163—176.
- Page J. (1994). The East Asian Miracle: Four Lessons for Development Policy. In Fischer, Stanley; Rotemberg, Julio J. (eds.). *NBER Macroeconomics Annual*. Vol. 9. Cambridge, Massachusetts: MIT Press. pp. 219–269.
- Poirine B. (1995). *Les petites économies insulaires : théories et stratégies de développement*, L'Harmattan.
- Roth J., Santa'Anna P.H.C., Bilinsky A., Poe J. (2023). What's Trending in Difference-in-Differences? A synthesis of the recent econometrics literature, *Journal of Econometrics*, vol 235, 2218—2244.

Sampson T. (2005). *Notes on the economic performance of small states 1995–2003*, Working Paper, 2, Asian Development Bank-Commonwealth Secretariat Joint Report to the Pacific Islands Forum.

Seers D. (1964). The mechanism of an open petroleum economy. *Social and Economic Studies*, 13, 233-242.

Sun L., Abraham S. (2021). Estimating Dynamic Treatment Effects in event Studies with Heterogeneous treatment Effect, *Journal of Econometrics*, vol 225(2) pp 175-199.

Wooldridge J. (2021). Two-way Fixed Effects, the Two-way Mundlacker Regression, and Difference-in-Difference Estimators, Working Paper pp 1-89.